

ADMINISTRATION ET PUBLICITE

Abonnement payable d'avance.

Canada—Excepté cité de Québec... \$ 1.00
Cité de Québec et pays étrangers... 1.50
Pour les Sociétaires de la Coopérative Fédérée de Québec et de la Société des Jardiniers-Marailleurs... 75c

Tarif des annonces 15c. la ligne. Annonce classifiée 3 sous du mot. Minimum 75 sous par insertion. Payable d'avance. Tarif en vigueur depuis le 1er octobre 1928.

Pour abonnements et annonces, écrire au "Bulletin de la Ferme", Limitée, 37, rue de la Couronne (Édifice Guillemette), Québec. Case postale 129.—Tél. 2-4297.

LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE HEBDOMADAIRE

Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
37, DE LA COURONNE,
QUÉBEC

ORGANE OFFICIEL DE LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC
de la Société des Jardiniers-Marailleurs et de la Société d'Industrie Laitière
de la Province de Québec.

REDACTION ET COLLABORATION

Cette revue est consacrée aux intérêts de la ferme et du foyer rural.

Elle est rédigée par un comité de techniciens et de praticiens agricoles, assistés de collaborateurs occasionnels et de correspondants de diverses institutions agricoles. Toute collaboration est soumise au contrôle du directeur.

La correspondance concernant la rédaction doit être adressée au Directeur du "Bulletin de la Ferme", Case postale 129, Québec.

Volume XVII—Henri Gagnon, Président.

QUÉBEC, le 30 MAI 1929

Frs Fleury, Gérant.—Numéro 22

La Tragédie du Sol

Les plus graves et les plus tragiques erreurs dans l'agriculture canadienne ont été dues, en grande partie, à notre ignorance du caractère et de la qualité des sols.

C'est un fait admis aujourd'hui que certains cantons ouverts à la colonisation auraient dû demeurer en forêt. Après avoir végété tant bien que mal pendant une ou deux générations sur ces terres impropres à la culture, les familles, n'y pouvant plus trouver leur subsistance, sont forcées de s'expatrier pour ne pas mourir de faim. Il y a de ces paroisses qui offrent ainsi le triste spectacle de maisons abandonnées et de terres en friche.

Ce spectacle désolant n'est pas particulier à la province de Québec. La même chose se voit dans certaines parties de l'Ontario. La colonisation dans le sud de l'Alberta et de la Saskatchewan finit ainsi en faillite et tragique désappointement. Quand l'Indien vit pour la première fois retourner ces sols: il s'écria: "Ugh! wrong side up!". Et il avait raison. Ces terres étaient bonnes pour l'élevage et rien autre chose.

Dans le district fruitier de Niagara, les cultivateurs ont appris à leur dépens que dans certaines parties les arbres fruitiers périsaient, tandis que dans d'autres ils produisaient en abondance. Ici encore, l'ignorance de la qualité du sol s'est traduite par des pertes considérables; et quoi de plus décourageant que d'établir un verger, et puis soudainement de perdre tout l'argent ainsi dépensé, à cause d'un défaut de location?

C'est peut-être dans l'emploi des engrais chimiques ou commerciaux que sont commises les plus graves erreurs. Les pertes ne sont pas dues à l'emploi même de ces engrais bienfaisants, mais au fait qu'on ne sait pas ce dont tel ou tel sol a besoin. On jette à l'aveugle, en pure perte, des engrais dispendieux. Que de fois, par exemple, n'avons-nous pas vu appliquer de la chaux sur des sols qui n'en avaient aucunement besoin, tandis que, tout à côté, on couvrait des sols trop acides de fumier de ferme. D'autres distribuent de la potasse quand ce sont des phosphates que leurs terres requièrent, et vice versa. Des millions de piastres ont été ainsi dépensées en pure perte, parce que personne ne connaissait la nature du sol et ses besoins, parce que l'on distribuait les engrais à l'aveuglette, au petit bonheur.

Les départements d'agriculture ont prêché l'amélioration du sol, par la brochure et les conférences, par des écrivains et des orateurs qui n'avaient que de vagues notions de la composition des sols particuliers de telle ou telle région. On a agi de la même manière que l'individu qui érigerait une immense structure, sans savoir si le sol sur lequel elle repose est de sable ou de roc.

On a dépensé beaucoup d'argent sur les quais, les canaux, les chemins, on en dépensera encore beaucoup pour ces fins. L'intérêt de la province et du pays le demande. Mais le temps n'est-il pas arrivé de mettre l'agriculture sur un meilleur pied d'efficacité en entreprenant une étude complète des sols sur lesquels 147,000 cultivateurs de la province de Québec, 200,000 dans l'Ontario et 750,000 dans tout le Dominion, gagnent leur vie.

On dépense des sommes considérables pour dresser la carte géographique et prendre la photographie aérienne du pays. Le temps n'est-il pas arrivé d'en dépenser un peu pour dresser la carte des sols?

Sans doute, il est bon de savoir si, dans telle ou telle partie du pays, il y a possibilité de trouver des mines de ceci ou de cela; mais l'agriculture est une mine inépuisable qui ne demande que l'exploitation rationnelle du sol pour produire au centuple.

Pour faire une exploitation rationnelle, il faut d'abord connaître la nature du sol et ce qui lui manque pour produire davantage. (1)

Seules une étude par une commission de chimistes et une carte des sols pourraient fournir les données nécessaires.

Le problème fondamental attend toujours une solution, tandis que l'on avocase plus forte et meilleure production de sols que l'on n'a pas étudiés.

Production économique et profits dépendent largement de ce seul facteur négligé, ignoré. La navigation était périlleuse sur les mers avant que la carte marine fut dressée. De même l'agriculture demeurera plus ou moins aléatoire dans son ensemble aussi longtemps qu'on n'aura pas dressé la carte des sols.

Sans doute, la tâche est immense, elle ne pourrait s'accomplir en une année, pas même en une décennie. Mais on peut toujours lui donner un commencement d'exécution, en procédant par district, par comté.

Voilà une œuvre qui devrait tenter l'homme entreprenant que l'honorable M. Taschereau a mis à la tête de l'Agriculture en Province de Québec.

C'est une œuvre à laquelle le gouvernement fédéral devrait contribuer par de généreux subsides. De son côté, le cabinet provincial ne se ferait certainement pas tirer l'oreille, puisque l'honorable M. Taschereau déclarait tout récemment que son gouvernement est prêt à aider de tout son pouvoir toute œuvre de nature à promouvoir l'avancement de l'agriculture, qui demeure et demeurera toujours l'industrie principale de notre pays.

Nous traiterons, dans un prochain article, d'une autre innovation, qui serait d'une grande utilité à nos cultivateurs, pour les aider à sortir des sentiers battus.

(1) Déjà, en l'an 1800, Olivier de Serres, dans son "Théâtre des Champs et Mesnages de l'Agriculture" disait ceci: "Le fondement de l'agriculture est la connaissance des terroirs que nous voulons cultiver." Ce qui était vrai voilà plus de trois cents ans est encore d'actualité aujourd'hui, et peut-être plus que jamais.

Coopération et Contrat

Les cultivateurs de l'Ontario manifestent le plus vif intérêt dans le mode d'engagement par contrat avec leur Coopérative pour la vente de leurs produits.

Il est certain que le contrat, en assurant un volume minimum de marchandises à la Coopérative, permet à celle-ci de faire des affaires sur une base plus stable, et par conséquent plus avantageuse.

L'idée féconde du contrat coopératif fait son chemin. S'est-on jamais demandé les conséquences heureuses qu'aurait, pour les éleveurs, le contrôle absolu, par la Coopérative, de la vente de tous les animaux vivants de la province, destinés au marché?

La Coopérative contrôlerait alors absolument le marché et pourrait éviter, en grande partie, des fluctuations qui font parfois perdre des sommes importantes aux cultivateurs.

On n'atteindra les meilleurs résultats que par la centralisation des commandes et des ventes, non par leur fractionnement entre les mains de centaines de coopératives, qui se feraient nécessairement concurrence et annihileraient leurs efforts respectifs.

C'est là une vérité qu'il est bon de méditer, pour s'en bien pénétrer.

L'industrie locale

(Par M. W. Nadeau)

Dans chaque section agricole un peu développée se trouvent un ou plusieurs villages de quelque importance.

Il ne faut pas oublier la solidarité qui doit exister entre les cultivateurs et les consommateurs qui achètent dans les villages et les villes.

Il est donc de la plus grande importance de pouvoir se créer un marché voisin et vivant. Encourager l'industrie locale est un facteur économique précieux pour le succès des agriculteurs.

Si les sommes perdues parce qu'elles ont été confiées à l'aveugle à des individus étrangers sur des valeurs minières ou placées entre les mains de spéculateurs qui faisaient mirer des millions pour des piastres; si une petite partie de ces sommes, dis-je, avaient été employées sagement, dans chaque région, à organiser une bonne et sérieuse industrie, non seulement le capital investi rapporterait des intérêts, mais ce qui est mieux un bon rendement indirect et permanent vous enrichirait par la clientèle créée pour vos produits vendus sur place.